

# BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DOCTRINE

Loi du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification  
et d'actualisation : miscellanées de droit des sociétés → PAGE 35

Caroline COUPET

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Le devoir de loyauté de l'administrateur commun de sociétés :  
naissance et perspectives → PAGE 8

Antoine GAUDEMET

CHRONIQUE

Droit international et européen des sociétés → PAGE 28

Sous la direction de Michel MENJUCQ

**Direction scientifique**

**Hervé LE NABASQUE,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Comité scientifique**

**Jean-François BARBIÈRI,**  
professeur au CDA (université Toulouse 1 Capitole)  
et au CREOP (université de Limoges)

**Alain COURET,**  
professeur émérite, école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Jean-Jacques DAIGRE,**  
professeur émérite, école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Reinhard DAMMANN,**  
avocat associé, cabinet Clifford Chance

**Bruno DONDERO,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Paul LE CANNU,**  
professeur émérite, école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Dominique LEDOUBLE,**  
expert financier

**Hervé LE NABASQUE,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Daniel LEPELTIER,**  
docteur en droit

**François-Xavier LUCAS,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)  
ancien directeur scientifique

**Catherine MAISON BLANCHE,**  
senior consultant, Allen & Overy LLP

**Hugues MATHEZ,**  
avocat associé, cabinet White & Case

**Didier PORACCHIA,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Arnaud REYGROBELLET,**  
professeur à l'université Paris Nanterre

**Xavier VAMPARYS,**  
Directeur juridique corporate, CNP Assurances

**Daniel VILLEY,**  
avocat associé, cabinet Villey Girard Grolleaud AARPI

**Comité de rédaction**

**Droit commun**

**Paul LE CANNU,**  
professeur émérite, école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Didier PORACCHIA,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Hugo BARBIER,**  
professeur à Aix-Marseille université

**Edmond SCHLUMBERGER,**  
professeur à l'université Paris 8 - Vincennes Saint-Denis

**Sociétés par actions**

**Hervé LE NABASQUE,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Antoine GAUDEMET,**  
professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

**Sociétés de personnes et autres groupements**

**François-Xavier LUCAS,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)  
ancien directeur scientifique

**Philippe DUPICHOT,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Caroline COUPET,**  
professeure à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

**Audit et contrôle des comptes**

**Jean-François BARBIÈRI,**  
professeur au CDA (université Toulouse 1 Capitole)  
et au CREOP (université de Limoges)

**Fusions acquisitions**

**Bruno DONDERO,**  
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1)

**Restructuration des sociétés en difficulté**

**Eva MOUIAL-BASSILANA,**  
professeure à l'université Nice Sophia Antipolis

**Irina PARACHKÉVOVA-RACINE,**  
professeure à l'université Nice Sophia Antipolis

Revue éditée par Lextenso éditions

70, rue du Gouverneur Général Félix Éboué – 92131 Issy-les-Moulineaux Cedex

**P-DG, Directeur de la publication** Bruno VERGÉ

**Directrice générale déléguée** Emmanuelle FILIBERTI

**Rédactrice en chef** Audrey FAUSSURIER • **Rédactrice** Perrine SCHOLER

Dépôt légal : à parution • N° CPPAP : 0422 T 82874 • ISSN 1285-0888

Imprimé par Chirat • 744, rue de Sainte-Colombe - 42540 Saint-Just-la-Pendue  
sur des papiers produits en Autriche et au Portugal, issus de forêts gérées durablement ;  
0% de fibres recyclées ; impact gaz à effet de serre pour un exemplaire : 125 g éq. CO<sub>2</sub>

Abonnement : Tél. 01 40 93 40 40 • abonnements@lextenso.fr

Abonnement France 2019 : 375 € HT - Abonnement étranger 2019 : 413 €

Prix au numéro France : 42 € HT - Prix au numéro étranger : 46 €

Le Bulletin Joly Sociétés peut désormais être cité de la manière suivante : BJS janv. 2019, n° 119y6, p. 24.



### DROIT COMMUN

#### **120c4** Clause de substitution dans les cessions d'actions : seul le substitué est tenu du paiement du prix

PAGE 5

**Matthieu BUCHBERGER**

Cass. com., 19 juin 2019, n° 17-23604, F-D

*En cas de mise en œuvre régulière d'une clause de substitution, prévue dans un protocole d'accord portant sur les actions d'une société, le substituant, non partie à la cession, ne peut être tenu du paiement du solde du prix.*

### SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

#### **120d0** Le devoir de loyauté de l'administrateur commun de sociétés : naissance et perspectives

PAGE 8

**Antoine GAUDEMET**

Cass. com., 22 mai 2019, n° 17-13565, Sté Safa, FS-PBR

*Si l'administrateur d'une société exerce en principe librement son droit de vote, dans l'intérêt de la société, le devoir de loyauté auquel l'administrateur d'une société mère est tenu à l'égard de celle-ci l'oblige, lorsqu'une décision est votée par le conseil d'administration de cette société, à voter dans le même sens au sein du conseil d'administration de la filiale, sauf lorsque cette décision est contraire à l'intérêt social de cette filiale.*

#### **120d5** Les conventions de *management fees* confrontées à l'art probatoire

PAGE 11

**Arnaud REYGROBELLET**

Cass. com., 5 juin 2019, n° 17-26167, Sté Ufra, F-D

*La charge de la preuve, qu'une convention de management fees est dépourvue de cause, incombe à la société bénéficiaire des prestations prétendant qu'elle fait double emploi avec le mandat du dirigeant. Cette preuve n'est pas rapportée par la seule comparaison entre, d'un côté, le montant des sommes versées pour la rémunération du mandataire social ainsi que des coûts des personnels administratifs et, d'un autre côté, le montant des redevances annuelles versées à la société prestataire.*

#### **120d3** Pacte d'actionnaires et statuts : la hiérarchie en question

PAGE 15

**Thibault de RAVEL D'ESCLAPON**

Cass. com., 5 juin 2019, n° 17-18967, F-D

*En affirmant la supériorité des statuts d'une société sur un pacte d'actionnaires, cette décision de la Cour de cassation rappelle combien l'articulation entre ces deux documents est délicate.*

#### **120c2** Contentieux né d'une clause de rachat forcée prévue par un pacte d'actionnaires

PAGE 18

**Soraya MESSAI-BAHRI**

Cass. soc., 7 mai 2019, n° 17-16066, Sté SCMS, F-D

*Les modalités de contestation du prix de cession prévues par une clause de rachat forcée d'un pacte d'actionnaires (clause de bad leaver) doivent être strictement respectées par l'actionnaire majoritaire tenu de racheter les titres d'un actionnaire minoritaire en raison de la cessation de ses fonctions au sein de la société. L'actionnaire majoritaire ne peut remettre en cause la cession des titres en cause s'il n'a pas contesté le prix de cession dans les formes et délais fixés par le pacte.*

## SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

### **120c3 Droits individuels de l'associé indivisaire : la communication aussi**

PAGE 22

**Julia HEINICH**

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 27 juin 2019, n° 18-17662, SCI BCT, F-PBI

*La représentation par un mandataire ne prive pas les copropriétaires indivis de parts sociales, qui ont la qualité d'associé, du droit d'obtenir la communication de documents en application de l'article 1855 du Code civil. Cette solution logique s'inscrit dans la droite ligne de la jurisprudence antérieure relative à l'exercice individuel par les indivisaires de leurs droits et prérogatives d'associé.*

## RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

### **120c1 Action en comblement d'insuffisance d'actif et recours contre l'ancien dirigeant**

PAGE 25

**Adeline CERATI-GAUTHIER**

Cass. com., 12 juin 2019, n° 17-23176, F-D

*Le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire poursuivi en responsabilité pour insuffisance d'actif ne peut solliciter la condamnation de l'ancien dirigeant ni l'appeler en garantie, faute de qualité pour agir.*

## CHRONIQUE

### **120e0 Droit international et européen des sociétés**

PAGE 28

**Sous la direction de Michel MENJUCQ**

*Cette première chronique annuelle de droit international et européen des sociétés porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 août 2019. Cette période est marquée par une activité normative riche avec d'une part, les incidences en matière de droit des sociétés de l'adoption de la directive restructuration préventive et de la loi PACTE transposant la directive sur les droits des actionnaires et d'autre part, la publication du « paquet » de propositions de directives. En regard, l'activité jurisprudentielle est moins dense.*

## DOCTRINE

### **120e1 Loi du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation : miscellanées de droit des sociétés**

PAGE 35

**Caroline COUPET**

*Droit de vote de l'usufruitier et du nu-proprétaire, prorogation des sociétés, clauses d'exclusion dans les SAS, garanties octroyées par le conseil d'administration d'une SA, fusion simplifiée... La loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés affecte de nombreux pans du droit des sociétés. Présentée comme une loi technique et consensuelle, elle n'en demeure pas moins porteuse de mesures d'importance, dont certaines pourront être discutées.*

## Table chronologique des sources commentées

	<b>2018</b>				
	<b>AVRIL</b>				
PE et Cons. UE, prop. dir., 24 avr. 2018, COM(2018) 241 final.....p. 28	120e0				
	<b>NOVEMBRE</b>				
D. n° 2018-1057, 29 nov. 2018 : JO, 1 <sup>er</sup> déc. 2018.....p. 28	120e0				
	<b>2019</b>				
	<b>FÉVRIER</b>				
Cass. soc., 20 févr. 2019, n° 17-20532, D.....p. 28	120e0				
CJUE, 26 févr. 2019, n° C-115/16, C-118/16, C-119/16 et C-299/16 .....p. 28	120e0				
	<b>MARS</b>				
CJUE, 14 mars 2019, n° C-724/17, Vantaan kaupunki c/ Skanska Industrial Solutions Oy e.a.....p. 28	120e0				
PE et Cons. UE, règl. n° 2019/452, 19 mars 2019 : JOUE L 71, 21 mars 2019, p. 1.....p. 28	120e0				
	<b>AVRIL</b>				
CJUE, 11 avr. 2019, n° C-464/18, ZX c/ Ryanair DAC.....p. 28	120e0				
PE, résolution, 18 avr. 2019, COM(2018)0241 – C8-0167/2018 – 2018/0114(COD) .....p. 28	120e0				
			<b>MAI</b>		
			Cass. soc., 7 mai 2019, n° 17-16066, Sté SCMS, F–D .....p. 18	120c2	
			Cass. com., 22 mai 2019, n° 17-13565, Sté Safa, FS–PBR .....p. 8	120d0	
			L. n° 2019-486, 22 mai 2019 : JO, 23 mai 2019.....p. 28	120e0	
			L. n° 2019-486, 22 mai 2019, art. 47, 101 et 102 : JO, 23 mai 2019 .....p. 28	120e0	
			L. n° 2019-486, 22 mai 2019, art. 152 : JO, 23 mai 2019.....p. 28	120e0	
			<b>JUIN</b>		
			Cass. com., 5 juin 2019, n° 17-26167, Sté Ufra, F–D .....p. 11	120d5	
			Cass. com., 5 juin 2019, n° 17-18967, F–D.....p. 15	120d3	
			Cass. com., 12 juin 2019, n° 17-23176, F–D.....p. 25	120c1	
			Cass. com., 19 juin 2019, n° 17-23604, F–D.....p. 5	120c4	
			PE et Cons. UE, dir. n° 2019/1023/UE, 20 juin 2019 : JOUE L 172, 26 juin 2019, p. 18 .....p. 28	120e0	
			PE et Cons. UE, dir. n° 2019/1023/UE, 20 juin 2019, art. 19 : JOUE L 172, 26 juin 2019, p. 18 .....p. 28	120e0	
			PE et Cons. UE, dir. n° 2019/1151, 20 juin 2019 : JOUE, L 186, 11 juill. 2019, p. 80 .....p. 28	120e0	
			Cass. 3 <sup>e</sup> civ., 27 juin 2019, n° 18-17662, SCI BCT, F–PBI .....p. 22	120c3	
			<b>JUILLET</b>		
			L. n° 2019-744, 19 juill. 2019, de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés : JO, 20 juill. 2019.....p. 35	120e1	

Pour soumettre un article au comité de rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :  
audrey.faussurier@lextenso.fr